



Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research
Revue canadienne de recherche sur les OBSL et l'économie sociale

Vol. 3, No 2
Automne / Fall, 2012
pp. 108 – 110

Compte-rendu de livre par Séverine Thys

Économie et société. Pistes de sortie de crise. *Louis Favreau et Ernesto Molina*, Presses de l'Université du Québec, 2011. 168 pp. ISBN: 9782760532304

L'ouvrage *Économie et société. Pistes de sortie de crise* s'inscrit dans la foulée de la Conférence internationale de Lévis qui s'est tenue en septembre 2010, intitulée *Quel projet de société pour demain? Enjeux, défis et alternatives*. Cet événement rassemblait divers acteurs impliqués ou interpellés par les grands débats et enjeux auxquels notre société occidentale contemporaine est confrontée. Des membres de coopératives aux représentants de mouvements communautaires, en passant par des étudiants, des agriculteurs, des travailleurs ou membres de réseaux de développement local et organisations de coopération internationale, des représentants d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine et du Canada francophone se sont réunis pour discuter de « l'état du monde » et réfléchir à des solutions constructives. Non exclusivement scientifique, la conférence aborda de nombreuses alternatives ancrées dans les réalités de la quotidienneté. En retournant sur les débats, discussions collectives et exposés qui y furent présentés, Louis Favreau et Ernesto Molina proposent d'y puiser inspiration et réflexions en vue de construire progressivement un projet d'avenir pour le Québec, pour une société « plus équitable, plus solidaire et plus démocratique » (p. 149), respectant les « équilibres écologiques » tout en étant « porteuse de justice économique et sociale » (p. 5). Les auteurs exposent principalement des initiatives existantes, parfois de longue date, parfois innovantes, dans le champ de l'économie sociale, dans lesquelles ils conçoivent des « pistes de sortie de crise » bien réelles mais méconnues ou toujours embryonnaires.

Le livre est découpé en huit chapitres. Le premier introduit le « décor » de l'économie et du mouvement coopératif en son sein. Il interroge la « nature de la crise » (p. 11), tridimensionnelle—économique, sociale et écologique—qui s'enracine dans un décalage entre économie et société, entre « le tout au marché », « l'appât du gain » et « le triomphe de la cupidité » d'un côté et les valeurs portées par la société de l'autre, soit « la démocratie, la justice économique et sociale, le développement durable et solidaire des communautés, l'intervention de l'État pour satisfaire à un minimum de répartition des richesses » (p. 11). Face à cette crise multiple, des initiatives économiques porteuses de sens et fondées en priorité sur ces valeurs sociétales doivent être considérées comme des « pistes de sortie de crise » selon la thèse des auteurs. Une place particulière est accordée au mouvement coopératif, perçu comme une force de changements et de solutions, au moins partielles, à de nombreux défis sociétaux, et historiquement source de projets de développement « alternatif ». Ayant ainsi « planté le décor de leur réflexion », les auteurs abordent une à une les problématiques au fondement de la crise sociétale dans les six chapitres suivants.

Le second chapitre se concentre sur la crise économique ; il en rappelle la profondeur et en identifie la cause profonde : une logique capitaliste dominante. Une perspective historique des mouvements sociaux—ouvriers et coopératifs—ouvre la réflexion de possibles solutions, sous le leitmotiv « d’oser retirer des territoires d’expansion et des profits au secteur privé » par le développement d’ « un tiers secteur associatif et coopératif d’utilité sociale, solidaire et écologiste » (p. 31). Concrètement, les deux propositions à suivre consistent à démocratiser l’économie et plus particulièrement le contrôle des entreprises, et à promouvoir une biodiversité économique, soit la coexistence d’entreprises privées, publiques et coopératives. Deuxième grande dimension de la crise, « l’urgence écologique » (p. 47) fait l’objet du troisième chapitre. Après un rappel succinct des menaces environnementales, Favreau et Molina soulignent la dynamique existante entre crises écologiques, économiques et sociales qui se renforcent mutuellement, annonçant un « désastre » sociétal sans commune mesure. Ici aussi, des solutions sont proposées via une « conversion écologique de l’économie » (p. 55), dont le terreau se développe dans des initiatives tangibles, parmi lesquelles des coopératives occupent une place non négligeable, les secteurs forestiers et énergétiques étant proposés en exemple. Suit la question des politiques sociales, et de la viabilité du financement public des services collectifs. Dans ce quatrième chapitre, une reconfiguration de l’État social est proposée, sur des bases démocratiques et selon des processus collaboratifs avec les communautés locales et la société civile en général. Ce renouveau de l’État social dans une synergie efficiente entre acteurs publics, privés et locaux/sans but lucratif s’appuierait sur les entreprises collectives comme vecteurs de démocratie et interlocuteurs privilégiés entre communautés locales et pouvoirs publics.

Cette primauté d’un ancrage territorial local à la source d’un renouveau du système économique se retrouve dans le chapitre suivant, s’attardant sur les enjeux agricoles. Opposant un modèle territorial à un modèle productiviste, les auteurs y prônent une agriculture inscrite dans la vie locale, acteur engagé du développement communautaire, rôle naturellement endossé par certaines coopératives. La problématique d’un développement à l’échelle internationale est ensuite abordée. Là encore, l’intervention des coopératives dans les enjeux de solidarités Nord-Sud et comme acteurs d’un renouveau des mouvements sociaux internationaux, est mis en évidence. Finalement, on rappelle la nécessité d’aller au-delà de la contingence du moment et du lieu, à travers l’action politique coordonnée, une nécessité de « faire mouvement » dans sa dimension politique et sociale. Si les coopératives, et plus généralement l’économie sociale, veulent devenir forces de changement, elles doivent s’organiser démocratiquement en vue de défendre dans l’arène politique une représentation du monde certes, mais aussi des propositions concrètes d’actions et de réformes. Ces propositions sont l’objet du chapitre final, qui en liste vingt-quatre, rassemblées dans six grands chantiers. Ces six chantiers offrent des pistes concrètes pour répondre aux six grands enjeux préalablement exposés, et résument en quelques solutions les débats et les conclusions nés lors de la conférence de Lévis et des réflexions qu’elle suscita.

L’ensemble du livre forme une dissertation cohérente et facilement abordable sur, d’une part, les enjeux sociétaux majeurs et, d’autre part, les réponses fournies ou en gestation par et dans des initiatives d’économie sociale, au cœur desquelles le mouvement coopératif semble à la fois pionnier et porteur d’importantes potentialités. Chaque thème abordé est illustré d’exemples, source à la fois de crédibilité et de clarté conceptuelle, rendant la lecture de l’ouvrage aisée et ouverte à tout public, quelles que soient ses connaissances préalables des champs de l’économie sociale (et/ou solidaire). Centrés sur l’avenir du Québec, les exemples proposés sont issus de la province canadienne, diminuant quelque peu la portée internationale des propos tenus dans le livre. Des extraits d’entretiens, d’ouvrages, d’émissions de radio, de films documentaires, d’interventions orales, etc., viennent illustrer les propos de manière assez inégale, parfois très pertinemment, parfois plus aléatoirement; ils permettent tout de même des « respirations » dans la lecture, rendant celle-ci d’autant plus facile. Le livre semble ainsi à destination d’un large public, proposant une

vulgarisation de débats parcourant le monde des experts de l'économie sociale et s'inscrivant dans une volonté pédagogique nette. Les solutions proposées sont souvent connues et peu novatrices, mais l'ouvrage a le mérite de rappeler qu'elles existent et qu'elles ne formeront un véritable socle réformateur qu'à condition d'être connues et diffusées comme forces potentielles de changement.

L'AUTEUR / ABOUT THE AUTHOR

Séverine Thys est assistante au Centre d'Économie Sociale, ULg-HEC. Courriel : Severine.Thys@ulg.ac.be